

Madame Beauchamp, gardez le cap !

Au cours des derniers jours, nous avons vu éclore un petit mouvement étudiant radical qui a posé des gestes déplorables contre la position du gouvernement concernant l'augmentation raisonnée des frais de scolarité. À la Fédération des chambres de commerce du Québec, nous condamnons ces gestes et nous enjoignons le gouvernement à demeurer sur la voie déterminée et longuement réfléchie d'en demander un petit peu plus aux principaux bénéficiaires de l'éducation postsecondaire, les étudiants eux-mêmes.

Il est toujours nécessaire de rappeler que les frais de scolarité québécois sont parmi les plus bas de toute l'Amérique; que même après la hausse de ceux-ci, ils seront toujours en deçà de la moyenne canadienne; que le gel décrété depuis les années 1990 a mis en péril le financement de nos universités; qu'une politique d'augmentation progressive est toujours souhaitable mais que le gouvernement avait un réel rattrapage à effectuer. De plus, il ne faut pas oublier que le programme de prêt et bourse sera ajusté en fonction de l'augmentation ne réduisant pas l'accès à l'université des étudiants moins nantis.

Il est normal pour des gens de défendre leurs acquis sur l'espace public, dans la mesure où cette défense reste respectueuse, mais il nous apparaît que certaines personnes sont allées au-delà des limites tolérées dans le cas du Cégep du Vieux-Montréal, par exemple.

L'étudiant moyen qui obtient un diplôme de baccalauréat aura une prime substantielle sur son futur salaire et sur sa qualité de vie, prime financée en grande partie par le travailleur moyen par ses impôts. Est-il si difficile d'imaginer que les étudiants fassent aussi leur part pour financer ce qui devrait être au centre de leur préoccupation : leur éducation et la qualité de celle-ci ?

L'heure des choix

Le gouvernement est à l'heure des choix : les recettes du gouvernement, dépendantes de la croissance économique, ne croissent pas aussi vite qu'elles ne devraient. Parallèlement, le gouvernement du Québec est engagé dans de multiples champs d'actions qui seront de plus en plus gourmands en dépenses. Il faudra choisir et augmenter les frais de scolarité est l'aube de ces choix difficiles qui nous attendent. Comme État, nous ne pourrons plus tout faire.

Des acteurs de la société civile dont nous sommes appuient le gouvernement dans cette voie. Alors, Madame Beauchamp, ne reculez pas.